

Rester en exil ou rentrer ? Le dilemme des réfugiés burundais

Deutsche Welle, 13.02.2020 Depuis que le parti au pouvoir au Burundi l'a choisi comme son candidat à la présidentielle, les regards se tournent vers Evariste Ndayishimiye. Certains exilés attendent des gestes clairs avant de décider de rentrer.

Le parti au pouvoir, le CNDD-FDD, a choisi le général Evariste Ndayishimiye pour le représenter à l'élection présidentielle du 20 mai 2020. Favori pour succéder au président Pierre Nkurunziza, sa désignation est mal accueillie par les opposants exilés qui ont fui au Rwanda pour se mettre à l'abri des violences liées au troisième mandat de l'actuel chef de l'Etat. Depuis 2015, plus de 70.000 Burundais se sont réfugiés au Rwanda. Cette année-là, Pierre Nkurunziza modifiait la Constitution pour se porter candidat à un troisième mandat, plongeant le pays dans une grave crise politique, marquée de violences et d'arrestations. Entre espoir et prudence Pour l'émigré burundais en exil, David Gakunzi, le départ de l'actuel président est donc une bonne nouvelle pour la paix dans la région. Mais les défis auxquels le pays est confronté restent entiers : violence étatique, réforme des forces de sécurité, justice pour les victimes et retour des réfugiés dans de bonnes conditions. "La plupart des réfugiés restent sceptiques. Ils pensent qu'il ne s'agit que de changements de surface. Le visage du régime ne sera peut-être plus le même mais, comme on dit, les actions valent plus que les mots. Les réfugiés attendent d'abord des mesures concrètes avant de croire en un véritable changement", confie David Gakunzi. Ndayishimiye comme Nkurunziza ? Dans le discours qui a suivi sa désignation par le CNDD-FDD, le général Ndayishimiye a clairement annoncé qu'il suivrait les traces de son prédécesseur. Le signe, selon Patrick Mitabaro, un réfugié burundais basé au Rwanda, que le sort des réfugiés ne changera pas. "Rentrer à la maison est une perspective qui semble encore très lointaine", affirme-t-il dans une interview accordée à la DW. "Quand vous écoutez les discours de Ndayishimiye, ce ne sont pas des mots qui rassurent mais plutôt des mots de terreur, des mots qui cherchent à intimider les opposants et des mots qui menacent ceux qui sont en exil", poursuit Patrick Mitabaro. Pour les réfugiés, l'espoir de rentrer un jour au pays est d'autant plus tenu que les Imbonerakure, les jeunes du parti au pouvoir, continuent d'être accusés d'exactions, notamment à l'encontre des opposants politiques. L'initiative pour les droits de l'homme au Burundi, une ONG internationale, a récemment tiré la sonnette d'alarme en parlant de violences qui se poursuivent quotidiennement mais en silence. Des conditions qui rendent une fin d'exil difficile à imaginer.